

# Éléments de correction de la QSTP du bac blanc n°5

marjorie.galy@wanadoo.fr / <http://www.toileses.org>

mai 2007 - Koeberlé - TES2

1)  $(27.7-24.4)/24.4 \times 100 = + 12,7\%$

En France de 1980 à 2001, la part des prestations sociales dans le PIB a augmenté de presque 13%.

2) Attention GROS PIEGE duquel presque aucun élève n'a réchappé.

La bonne formulation : En 2001, 75% des minima sociaux sont perçus par les 10% les plus pauvres de la population (ou 10% des plus pauvres reçoivent 75% des minima sociaux) ~~75% des 10% les plus pauvres reçoivent un minimum social~~. On pouvait éviter ce piège en remarquant l'incohérence qui résultait de la mauvaise lecture : les 10% les plus pauvres seraient moins nombreux à recevoir un minimum social que les 50% les plus pauvres...

3) Vous deviez montrer la limitation de l'exclusion sociale et non la réduction des inégalités, ce qui est lié mais différent. Il fallait parler des besoins de base comme filet social pour éviter l'exclusion (logement et accès à l'école).

4) Beaucoup se sont limités à de la paraphrase (sans les « . » qui plus est). Le seul moyen pour l'éviter : ① bien lire la phrase puis ne plus la regarder pendant la rédaction de la réponse. ② ajouter des notions du cours (trappes à pauvreté ou à inactivité, effet désincitatif des minima...) Précisez au début de votre réponse : « SELON LES LIBERAUX » (et non ~~libéralistes~~). Trop d'élèves ne mettent pas la distance avec les théories et on dirait qu'il s'agit d'un jugement de valeur personnel et non de l'exposé d'une thèse (par exemple dans une copie « les + pauvres devraient plutôt se battre afin de trouver un emploi et ensuite avoir un logement et accéder à la scolarité. Les riches se sont en général battus pour le devenir, [...], ils ont du mérite. En bénéficiant des prestations les pauvres n'ont pas de mérite »)

*Hum hum ça me fait penser à quelqu'un de célèbre, pas vous ? ;-)*

5) Certains confondent le SMIC et l'indemnisation chômage ou le RMI avec l'indemnisation chômage. Or ce sont 3 choses différentes même si parfois elles se confondent :

- SMIC : salaire minimum légal qui rémunère des actifs occupés
- RMI : revenu minimum d'insertion qui permet aux plus pauvres (souvent des chômeurs non indemnisés mais pas toujours, aussi des inactifs) de survivre.
- Indemnisation chômage : les chômeurs qui ont assez cotisé la reçoivent pendant une durée limitée proportionnelle à leur durée de cotisation et d'un montant proportionnel à leur salaire.

Il fallait prendre un exemple (un RMIste qui retrouve un emploi payé au SMIC -a fortiori un emploi à temps partiel- et qui va, de fait, perdre des prestations associées à sa situation de RMIste (gratuités, allocations logement etc.) et avoir des coûts supplémentaires liés à sa reprise d'activité : transport, vêtement, garde d'enfants...) afin de montrer que FINANCIEREMENT ce n'est pas toujours intéressant de quitter le RMI pour devenir Smicard (= TRAPPE A INACTIVITE OU A PAUVRETE).

6) Il ne fallait pas se limiter aux difficultés financières du régime de retraite ; mais aussi aux difficultés du financement de la santé et aux difficultés d'efficacité face aux chômeurs et travailleurs précaires (qui n'ont pas assez cotisé pour avoir droit à des prestations (suffisantes)). Beaucoup de paraphrase ; il fallait prendre la peine d'expliquer les effets démographiques (« papy boom » et allongement espérance de vie), faiblesse des cotisations à cause du chômage de masse qui ne posent problème que parce que nous avons un système par REPARTITION (rapport actifs/inactifs décisif). Ne pas oublier l'accroissement des dépenses de santé / vieillissement de la population (problème financier). [1960 : 4 actifs / 1 retraité, 2000 : 2 actifs / 1 retraité, 2040 : 1 actif / 1 retraité]

Plan possible :

## 1) La protection sociale participe au maintien de la cohésion sociale...

- 1.1) Principes de la protection sociale
- 1.2) Outils et moyens de la protection sociale

## 2) ...mais elle est confrontée à des limites pour remplir cette fonction

- 2.1) Crise financière
- 2.2) Crise d'efficacité et de légitimité

## **INTRODUCTION :**

- **accroche** : Les Don Quichottes
- **def°** protection sociale (systèmes de solidarité visant à assurer les citoyens contre les risques sociaux et à réduire les inégalités) et cohésion sociale (ce qui cimente une société et permet le « vivre ensemble »)
- **pbtq** : dans quelle mesure et jusqu' où la protection sociale permet la cohésion sociale
- **annonce plan** en reprenant la formulation du sujet.

## **1) La protection sociale (PS) participe au maintien de la cohésion sociale (CS)...**

### **1.1) Principes de la protection sociale**

**Cours** : Etat-providence depuis 2GM, système assurantiel à l'origine puis aussi dévt. logique d'assistance (à ne pas confondre avec le terme péjoratif d'assistantat). Repose sur solidarité. 3 fonctions : protéger des risques sociaux, réduire les inégalités et ainsi participer à la cohésion sociale.

**Doc. 2** : ordre de grandeur et surtout aspect redistributif puisque les prestations et minima se concentrent sur les 10% les plus pauvres.

### **1.2) Moyens de la protection sociale**

**Cours** : cotisations/prestations sociales (redistribution horizontale) : risques sociaux, redistribution verticale (IRPP, ISF...) : réduction des inégalités + impôt pour financer les minima sociaux (RMI, AAH, API...) : éviter l'exclusion, filets sociaux.

**Doc. 1** : Poids élevé de la PS en France puisque les prestations équivalent à plus du ¼ du PIB en 2001, en plus en augmentation assez soutenue (+13%) depuis 1980.

## **2) ...mais elle est confrontée à des limites pour remplir cette fonction**

### **2.1) Crise financière**

**Doc. 4** : Retraite mais aussi santé et indemnisation du chômage : déséquilibre actifs cotisants / inactifs (chômage de masse, papy-boom, allongement espérance de vie) qui pose problème de financement car système par répartition (et non par capitalisation).

### **2.2) Crise d'efficacité et de légitimité**

**Doc. 4** : Parmi les plus nécessiteux, certains sont trop éloignés du système de PS pour pouvoir en bénéficier (exclus, chômeurs longue durée, travailleurs précaires...)

**Doc. 3 (Q4&5)** : théorie libérale : effet désincitatif des prestations sociales (à retrouver un emploi pour un chômeur indemnisé, à ne pas trop prescrire pour un médecin et consulter trop pour un malade...) : phénomène de trappes (piège) à inactivité (RMI) ou à chômage (indemnités chômage). Ecart entre RMI (minimum social) et SMIC (revenu du travail) serait trop faible pour inciter les RMistes à sortir de l'exclusion, de l'inactivité et de la pauvreté. Effet stigmatisant des minima sociaux qui « marquent » les bénéficiaires comme assistés et donc incapables...(cercle vicieux)

**CONCLUSION** : faire un véritable bilan (plus détaillé que la simple formulation du sujet) Nous avons donc montré combien la PS participait à la CS par son rôle de filet social, de réduction des inégalités et de couverture des risques sociaux mais nous avons aussi vu que la PS était confrontée à une triple crise (financière, d'efficacité et de légitimité) et engendrait des effets pervers (trappes, désincitation, stigmatisation).

### **Ouverture :**

- Pour sauver système, la voie est étroite à cause contraintes de la mondialisation (compétitivité prix, ne pas rehausser le coût du travail OU
- L'Union Européenne va-t-elle aller vers PS résiduelle anglo-saxonne ou universelle des pays d'Europe du Nord ?